

Assainissement non collectif et cabanisation

Mise à jour : 2009

La mise en place de conditions de gestion de l'assainissement non collectif est un enjeu majeur à l'échelle du bassin versant de l'étang de Thau. Le programme Oméga Thau a permis de confirmer cette priorité en démontrant que par temps sec, l'assainissement non collectif est la principale source d'apport bactériologique à la lagune.

Pour organiser ces conditions de gestion, la loi sur l'eau de 1992 fait obligation aux communes de mettre en place des services intercommunaux d'assainissement non collectif. Au préalable, la définition des zones relevant de l'assainissement collectif et celles relevant de l'assainissement autonome est indispensable. Suite à ces zonages, les contrôles de conformité ont été mis en place. Ces démarches sont réalisées à l'échelle des intercommunalités du territoire.

Près de 3 000 installations sont en assainissement autonomes sur le bassin versant de la lagune de Thau (CCNBT et Thau Agglomération). Si ces dispositifs sont mal dimensionnés, mal entretenus, ou mal conçus, ils constituent une source de pollution diffuse importante et mal contrôlée.

La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 définit le rôle des communes en matière d'assainissement non collectif. Elle impose la mise en place d'un S.P.A.N.C pour les zones non desservies par un réseau public de collecte et la vérification du bon fonctionnement des installations.

Le contrat qualité a permis d'accompagner la mise en place d'un service public d'assainissement non collectif à l'échelle de chaque intercommunalité, avec deux objectifs généraux :

- réduire l'impact causé par les systèmes individuels d'assainissement ;
- maîtriser le développement de l'assainissement non collectif.

☐ Mise en place du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) sur le bassin versant de l'étang de Thau.

Thau Agglomération : déploiement du service en 2006

Mai 2006 : adoption des délibérations créant le SPANC, son mode de gestion et les prix des prestations ;

A partir de juin 2006 : 6 réunions publiques en concertation avec les communes et articles dans les bulletins municipaux ;

A partir de juillet 2006 : lancement des diagnostics sur les 8 communes du périmètre de Thau Agglomération par la SDEI ;

Juin 2009 : 48% des installations ont été contrôlées ;

39 installations réhabilitées vont bénéficier des aides de l'Agence de l'Eau.

CCNBT : déploiement du service en 2007

Décembre 2003 : adoption des délibérations créant le SPANC ;

A partir d'octobre 2007 : démarrage des réunions publiques (7 organisées) et lancement des diagnostics sur les 6 communes du périmètre ;

Juin 2009 : 47% des diagnostics ont été effectués ;

80 installations sont en avis défavorable, et peuvent prétendre aux aides de l'Agence de l'Eau.

Hérault Méditerranée (communes de Pinet et Pomerols)

Mai 2005 : adoption des délibérations créant le SPANC de Hérault Méditerranée ;

Janvier 2006, délégation du service à la Lyonnaise des Eaux ;

2/3 des installations ont été contrôlées sur le territoire de l'Hérault Méditerranée, cependant les diagnostics n'ont pas commencé sur les communes de Pinet et Pomerols (été 2009).

Déroulement de la procédure de contrôle :

- En amont du contrôle :
 - Informations préalables des propriétaires en organisant des réunions publiques et envoi d'un courrier et d'un guide d'information ;
 - Prise de rendez-vous par téléphone ou avis de passage.

- Contrôle des installations sur site :
 - Repérage des défauts de conception et de l'usure des ouvrages ;
 - Vérification de la fréquence et de la nature des entretiens ;
 - Appréciation des nuisances éventuelles (odeurs, rejets) ;
 - Evaluation de la filière de traitement ;
 - Prélèvement d'eaux usées s'il y a risque de pollution.
- Remise du rapport de visite.

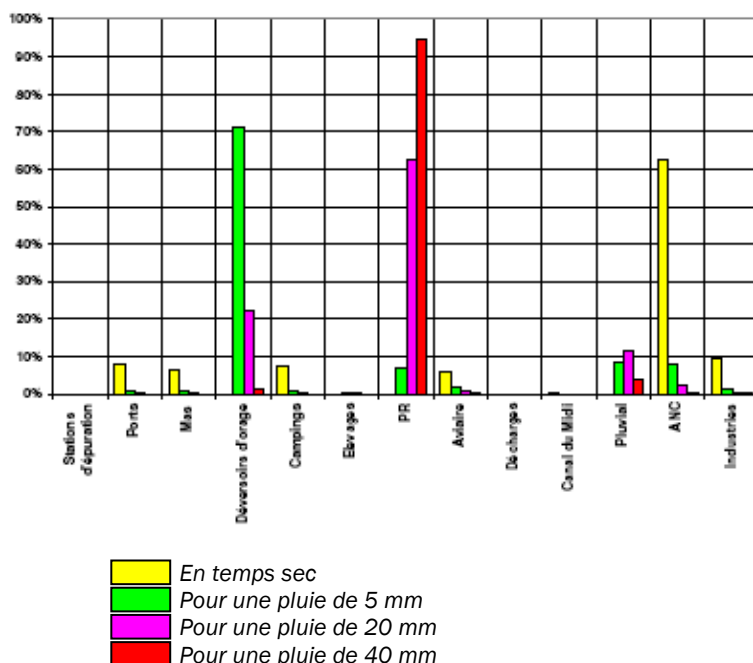
Le programme Oméga Thau identifie l'assainissement autonome comme principale source de pollution potentielle de contamination bactériologique de la lagune par temps sec

L'étude réalisée dans le cadre de l'étape 1 du programme Oméga Thau effectue une hiérarchisation des flux par sources de pollutions susceptibles d'être générées à l'échelle du bassin Versant.

Cette approche, réalisée à partir d'une estimation des flux de pollution en *E.coli* générés par chaque type d'activités, identifie l'assainissement non collectif comme l'une des principales sources de pollution par temps sec.

Contribution de chaque type d'activité par type de temps au flux de pollution généré par le bassin versant global, ici en saison estivale

(Oméga Thau – Etape 1 – Phase 1) :



Les bassins versants ou zones les plus sensibles vis-à-vis d'une pollution microbiologique par l'assainissement non collectif sont les suivants :

- la Zone de Marseillan - canal du Midi ;
- le bassin versant de la Vène ;
- le bassin versant de Sète.

Des zonages réalisés sur l'ensemble du territoire de Thau Agglomération et la CCNBT

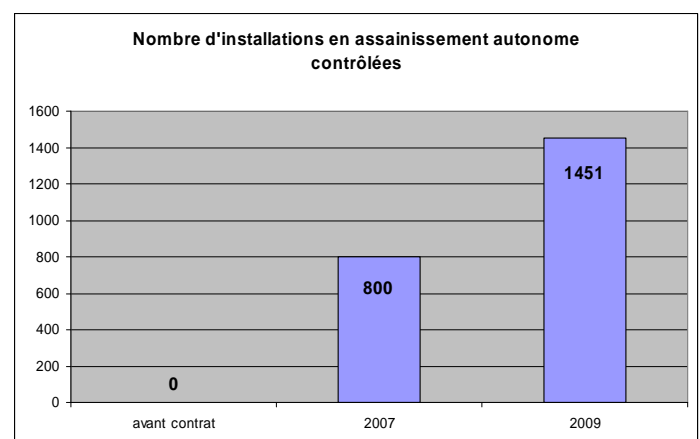
Le zonage réalisé par les groupements de communes permet de définir :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques ainsi que leur traitement ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement.

Sur le périmètre des communes de Thau Agglomération et de la CCNBT, les zonages sont entièrement terminés et validés.

Sur les communes de Pinet et Pomerols les études de zonage sont en cours de réalisation. Elles seront finalisées à l'automne 2009.

Sur le territoire CABT et CCNBT, près de 50% des installations ont été contrôlées (juin 2009)



Assainissement non collectif Les installations contrôlées

juin 2009

Bassin versant de Sète :

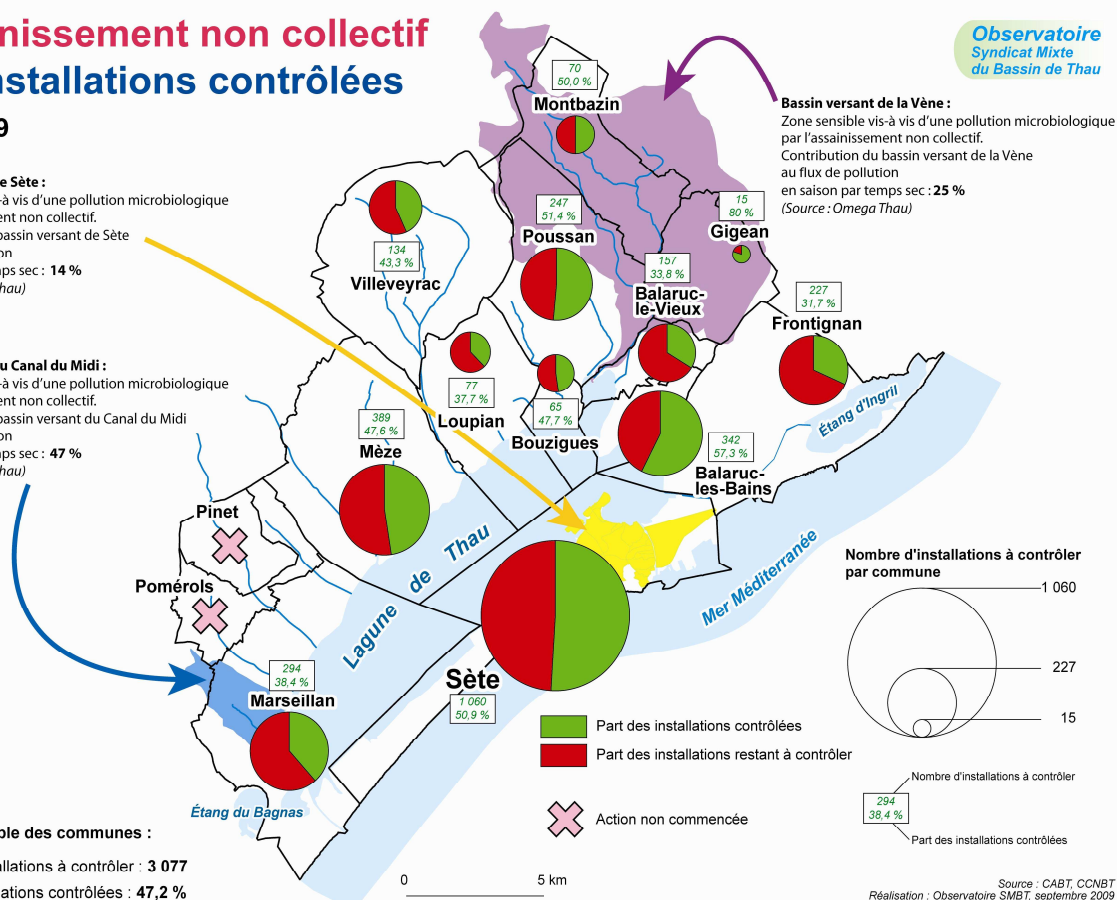
Zone sensible vis-à-vis d'une pollution microbiologique par l'assainissement non collectif.
 Contribution du bassin versant de Sète au flux de pollution en saison par temps sec : **14 %**
 (Source : Omega Thau)

Bassin versant du Canal du Midi :

Zone sensible vis-à-vis d'une pollution microbiologique par l'assainissement non collectif.
 Contribution du bassin versant du Canal du Midi au flux de pollution en saison par temps sec : **47 %**
 (Source : Omega Thau)

Pour l'ensemble des communes :

Nombre d'installations à contrôler : **3 077**
 Part des installations contrôlées : **47,2 %**



Le partenariat avec l'Agence de l'Eau permet de modifier les tarifs et d'accélérer les visites de diagnostic

Les conventions signées entre l'Agence de l'Eau, Thau Agglomération et la CCNBT permettent d'accorder une aide financière pour l'étude à la parcelle et les travaux de réhabilitation destinés aux particuliers et aux petites activités économiques.

Sur Thau Agglomération, le coût du diagnostic à la charge du propriétaire a été réduit de 50%.

Sur le périmètre de la CCNBT, ce diagnostic est entièrement financé par la collectivité.

Ce dispositif a permis d'accélérer le rythme des visites de diagnostic des installations autonomes.

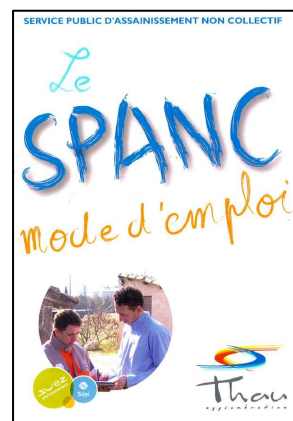
Ces conventions, associées à la convention qui permet de verser des aides aux entreprises dans le pré traitement de leurs rejets d'effluents (voir chapitre III.1), sont les premières que signe l'Agence de l'Eau en Languedoc Roussillon. C'est le témoignage de l'approche intégrée et innovante qui est menée sur le territoire en matière de gestion de l'eau et de lutte contre les pollutions.

Communication et sensibilisation des usagers :

Indispensable pour la réussite des missions du SPANC, la communication et la sensibilisation des usagers mobilisent fortement les services.

Ainsi, de juin 2006 à octobre 2008, Thau Agglomération a organisé 6 réunions publiques sur les communes de son territoire et envoyé plus de 3 000 courriers d'information aux usagers.

La CCNBT a organisé 7 réunions publiques sur l'ensemble des communes de son territoire (dont 2 à Montbazin).



Les difficultés de mise en œuvre du SPANC :

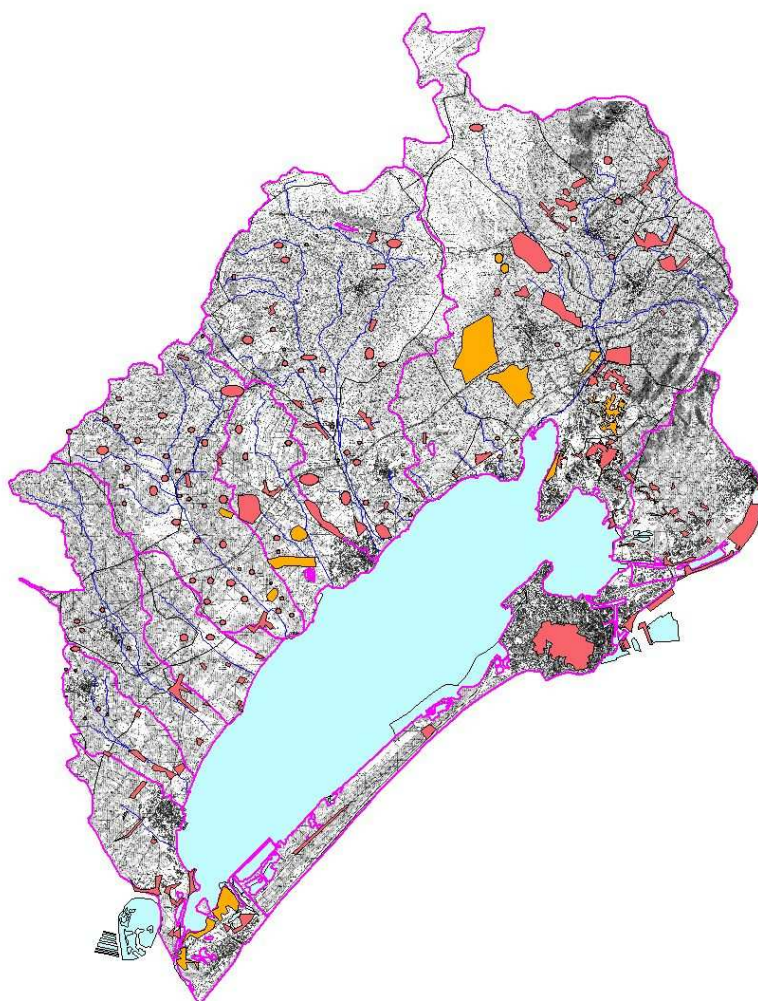
- Des difficultés pour intervenir dans le domaine privé : les visites de contrôles sont parfois rendues difficiles par des propriétaires qui refusent l'accès de leur propriété. Les intercommunalités manquent de moyens coercitifs à leur disposition dans le cas où la médiation ne serait pas suffisante ;
- Des efforts importants en matière de communication à mettre en œuvre : les opérations de communication (réunions publiques, bulletins d'information) réalisées par les collectivités ont permis de diminuer le nombre de réactions agressives rencontrées ;
- Des moyens humains et matériels importants à mettre en œuvre pour réaliser les contrôles ;
- Sur l'aspect Socio-économique : difficultés de s'approprier la démarche par les populations (redevance ANC difficile à mettre en place).
- Des régimes tarifaires distincts sur le bassin versant, difficilement compréhensibles par la population.

Assainissement non collectif et cabanisation.

La cabanisation est une occupation ou une construction illicite à destination d'habitat permanent ou occasionnel. Elle peut revêtir des aspects variés : cabanon, caravane, mobil home... pouvant être aussi de véritable pavillon, avec clôture.

Une étude réalisée par Mission Interministérielle du Littoral Languedoc Roussillon (BRL, 2004) a été conduite sur 54 communes du littoral. 8 communes du bassin versant sont concernées par cette étude : Sète, Mèze, Loupian, Bouzigues, Poussan, Balaruc la Vieux, Balaruc les Bains, Marseillan.

Pour ces communes, 20 secteurs ont été identifiés, représentant au total 444 installations de type « cabanisation ». Cette approche donne une première indication sur le volume de la cabanisation sur le territoire, mais très certainement loin de la réalité. Pour information, la commune de Poussan dénombrerait à elle seule plus de 350 habitations illicites, plus de 200 disséminées sur la commune de Mèze...



Syndicat Mixte du Bassin de Thau
Projet OMEGA-Thau
Zones en assainissement non collectif
du bassin versant de l'étang de Thau



Il convient donc de dissocier la cabanisation « littorale » de la cabanisation d'arrière pays, moins visible, mais tout aussi préjudiciable pour les milieux et les paysages.

On note également une difficulté du SPANC à recenser les installations de cabanisation, celle-ci n'étant par définition « non déclarées » en mairie.

☐ Les pistes de réflexion pour le SAGE...

Concernant le SPANC :

Le SAGE doit être un outil de rappel de la réglementation, et des échéances : diagnostic réalisés à 100% avant le 31 décembre 2012.

Harmoniser et coordonner les démarches entre les EPCI du bassin versant.

Concernant la Cabanisation :

Le SAGE peut être un levier important pour entreprendre sur le territoire une véritable réflexion sur le phénomène de cabanisation.

L'expérience développée ces dernières années par le SIEL devrait permettre de travailler en synergie sur l'ensemble du territoire.

Plusieurs étapes peuvent être identifiées dans un groupe de travail « Cabanisation » qui est souhaité par la Commission Usages :

- recenser les zones et installations concernées par la cabanisation
- sensibiliser et responsabiliser les communes, mais aussi avec l'appui des services du Préfet
- mettre en place des actions d'information régulières et claires de la population
- ...

Une veille active, une présence sur le terrain est absolument nécessaire pour guetter les premiers signes de cabanisation et agir très rapidement en amont du phénomène. Cela suppose cependant des moyens affectés à cette vigilance....

D'un point de vue « réglementaire », le SAGE doit être très clair sur l'interdiction de la Cabanisation. Une des entrées du SAGE est de montrer les impacts de ce type d'occupation du territoire sur la dégradation de la qualité des eaux de surface, souterraines ou lagunaires.

Enfin, la démarche doit être en phase avec les intentions du SCOT, en matière d'accessibilité au logement et particulièrement au logement aidé.

Bibliographie

Connaissance et identification de la cabanisation sur le littoral du Languedoc Roussillon. Mission Interministérielle du Littoral Languedoc Roussillon, BRL, 2004.

Oméga Thau : étape 1 : caractérisation et hiérarchisation des sources de pollution du bassin de Thau ; Ifremer, BrLi, Egis Eau, SMBT, 2007.

Mission Littoral : La cabanisation » : guide interactif pour l'action.

Préserver les zones humides du phénomène de cabanisation : des outils pour agir. Guide pratique et juridique à l'attention des communes du SIEL. Siel, Agence de l'eau, Mission Littoral, Diren, Fondation de France, 2008.

